DÉPARTEMENT Finistère Penn-ar-Bed

Communiqué de presse

Lundi 1er Juin 2026

RSA en Finistère : convaincre par les chiffres plutôt que claironner

Depuis plusieurs mois, le débat sur le RSA en Finistère s'envenime. La décision de Maël de Calan, Président du Conseil départemental, de porter plainte à titre personnel contre le secrétaire départemental de la CGT crée les conditions d'une nouvelle montée des tensions, à quelques jours de l'audience du 15 juin.

Je veux le dire simplement **: le débat démocratique ne peut pas se réduire à des menaces, des communiqués de mise en cause, ni à des procédures judiciaires.** Le sujet central reste celui de la transparence, du respect des allocataires et de l'évaluation réelle de la politique d'insertion du Département.

Il y a quelques semaines, j'ai demandé au Président du Département trois choses simples.

D'abord, **la transmission mensuelle aux élus départementaux de chiffres** précis sur le RSA, les contrôles, les suspensions, les radiations et les retours durables à l'emploi. **Cette demande a été refusée**, au motif qu'un bilan annuel serait suffisant.

Ensuite, la communication du **bilan du premier trimestre 2026 du médiateur** annoncé en décembre dernier pour les contrôles RSA. À ce jour, ce médiateur reste inconnu du public, ses modalités de saisine ne sont pas clairement communiquées et aucun bilan n'a été transmis.

Enfin, j'ai proposé que **le pilotage des contrôles RSA soit confié à une structure finistérienne de l'économie sociale et solidaire**, avec une gouvernance associant travailleurs sociaux, professionnels de l'insertion, allocataires et CAF, afin de garantir **une approche neutre, indépendante du pouvoir politique** et respectueuse des personnes. Cette proposition a également été refusée.

La réponse du Président du Département à mes demandes a été de les juger « *pas au niveau d'un conseiller départemental* ». Je le regrette profondément. Demander des chiffres, des bilans et des garanties de neutralité n'est pas illégitime. C'est le rôle normal d'un élu de la République.

On ne peut pas, d'un côté, dénoncer la désinformation, et de l'autre refuser les éléments de transparence qui permettraient justement d'objectiver le débat.

Si la politique RSA du Département produit réellement les résultats annoncés, notamment en matière de retour à l'emploi, alors ces résultats doivent pouvoir être démontrés sereinement, par des chiffres sincères, réguliers et vérifiables. **Convaincre par les preuves sera toujours plus solide qu'une communication solitaire et non contrôlable.**

Dans cette séquence, je pense d'abord aux allocataires du RSA. Ils sont les premiers perdants de ce débat politico-médiatique. Derrière les chiffres, il y a des parcours de vie, des situations de précarité, des personnes qui ont droit à la dignité et à l'accompagnement.

Je veux également exprimer mon soutien aux organisations syndicales finistériennes. **En défendant les allocataires et les agents du service public, elles jouent leur rôle. Elles ne doivent pas devenir des cibles politiques.**

Le Département doit maintenant apaiser le débat. Cela passe par une méthode simple : transparence des chiffres, respect des personnes, écoute des professionnels et évaluation indépendante des contrôles.

Le RSA est un droit. Le contrôle doit exister, mais il doit être digne, proportionné, transparent et placé au service de l'insertion, jamais d'une stratégie de communication.

Kévin Faure
Conseiller départemental du Finistère
Président du groupe Finistère et Solidaires

DÉPARTEMENT
Finistère
Penn-ar-Bed

Communiqué de presse